

Doc. 15189

26 novembre 2020

Politiques du sport en temps de crise

Proposition de résolution

déposée par M. Carlos Alberto GONÇALVES et d'autres membres de l'Assemblée

Cette proposition n'a pas été examinée par l'Assemblée et n'engage que ses signataires

La pandémie de covid-19 et les mesures de gestion de crise ont affecté la manière dont le sport est pratiqué et assuré.

Face à la crise, tous les acteurs du sport doivent trouver des solutions innovantes pour continuer à fonctionner, afin que tous, à titre individuel ou au niveau de la société, continuent à tirer profit du sport et de l'activité physique, en particulier dans une perspective de santé et de bien-être. Cependant, si l'on veut que ces avantages perdurent, il conviendrait de développer des politiques pluri-parties prenantes et trans-sectorielles, ainsi que les infrastructures appropriées.

En Europe, le monde sportif est organisé autour de petits clubs à but non lucratif s'appuyant sur le volontariat qui garantit un modèle démocratique de pratique du sport ouvert et accessible à tous, mais qui nourrit aussi la participation locale et le sentiment d'appartenance à son environnement social, et joue par là-même un rôle social, éducatif et culturel incontestable. Dans la plupart des organisations sportives, les recettes tirées d'événements sportifs de haut niveau bénéficient bien aux sports pratiqués au niveau local.

La suspension des compétitions et l'annulation d'activités sportives, conjuguées à des restrictions à la mobilité et au confinement, ont entraîné des pertes de recettes, des difficultés de trésorerie, des pertes d'emploi et, pour les athlètes et les entraîneurs, un manque de soutien financier de la part de sponsors privés, sous forme de subventions publiques, de bourses et de stages. Cette situation fragilise les athlètes sur le plan moral et physique, outre qu'elle est source de vulnérabilités graves pour ce qui est de l'intégrité du sport. C'est toute l'économie du sport organisé sans but lucratif en Europe qui est sur la sellette du fait de la crise sans précédent qui frappe le secteur des événements sportifs. La covid-19 aura des conséquences durables sur la santé à long terme du mouvement sportif, depuis les clubs locaux jusqu'au niveau professionnel.

L'Assemblée parlementaire devrait inciter les pouvoirs publics à travailler en synergie avec d'autres parties prenantes pour proposer un plan d'action clair avec des mesures concrètes pour:

- développer des politiques trans-sectorielles promouvant le sport au niveau local, organisé ou non, et l'activité physique dans un environnement éthique, inclusif et sûr;
- atténuer les conséquences dommageables de la pandémie, préserver la pérennité du mouvement sportif européen et veiller à ce que le sport continue de prodiguer ses bienfaits à la société dans son ensemble et à chacun individuellement.

Signé (voir au verso)



Signé¹:

GONÇALVES Carlos Alberto, Portugal, PPE/DC
ANTONIAZZI Tonia, Royaume-Uni, SOC
BAKER Duncan, Royaume-Uni, CE/AD
BAYR Petra, Autriche, SOC
BERGAMINI Deborah, Italie, PPE/DC
BRENNER Koloman, Hongrie, NI
CASTEL Laura, Espagne, NI
CEGONHO Pedro, Portugal, SOC
EFSTATHIOU Constantinos, Chypre, SOC
ESTRELA Edite, Portugal, SOC
FOURNIER Bernard, France, PPE/DC
LEITE RAMOS Luís, Portugal, PPE/DC
MAGAZINOVIĆ Saša, Bosnie-Herzégovine, SOC
MEIRELLES Isabel, Portugal, PPE/DC
MEZENTSEVA Mariia, Ukraine, PPE/DC
PISCO Paulo, Portugal, SOC
REISS Frédéric, France, PPE/DC
ROBLES Gonzalo, Espagne, PPE/DC
STOKKEBØ Aleksander, Norvège, PPE/DC
TRASTOUR-ISNART Laurence, France, PPE/DC

1. CE/AD: Groupe des conservateurs européens et Alliance démocratique
PPE/DC: Groupe du Parti populaire européen
SOC: Groupe des socialistes, démocrates et verts
NI: non inscrit dans un groupe